

Bulletin du FMI

RÉUNION DU PRINTEMPS 2008

Les ministres sont résolus à agir contre le ralentissement économique et à combattre la hausse des prix alimentaires

Laura Wallace
Bulletin du FMI en ligne

Le 13 avril 2008

- Les pays sont résolus à agir contre le ralentissement de la croissance
- Les ministres prônent des mesures pour renforcer la stabilité financière
- L'approbation de la réforme du FMI est sur le point d'aboutir

Tandis que les marchés financiers sont en proie à des turbulences, que les prix de l'énergie et de l'alimentation s'envolent et que l'on craint de voir le ralentissement de l'activité aux États-Unis s'étendre à d'autres régions, les grands argentiers du monde, qui se sont retrouvés les 12 et 13 avril à Washington pour les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, ont approuvé un train de mesures pour soutenir la croissance mondiale, renforcer le système financier international et combattre la hausse des prix alimentaires. Ils ont aussi donné leur feu vert au FMI pour qu'il mène à son terme un ensemble de réformes visant à renforcer la légitimité et l'assise financière de l'institution, et lui ont demandé d'affiner sa surveillance de l'économie mondiale.

À l'issue de la réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI) le 12 avril, le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré à la presse que « il y a, à l'évidence, un renouveau de l'esprit multilatéral, une prise de conscience que les problèmes auxquels nous sommes confrontés ont une dimension mondiale et appellent donc une riposte mondiale ». Le président du CMFI, Tommaso Padoa-Schioppa, a noté que « les débats sur l'économie mondiale et les marchés financiers étaient empreints du sentiment qui domine aujourd'hui, à savoir que nous ne sommes peut-être pas au bout des mauvaises nouvelles ».

Le CMFI, qui est l'organe de décision du Conseil des Gouverneurs du FMI, s'est déclaré « convaincu que les réformes cruciales approuvées récemment par le Conseil d'administration du FMI, y compris le recentrage stratégique des activités de l'institution sur ses missions fondamentales en fonction de son avantage comparatif, permettront de renforcer le rôle que joue le FMI en concourant à la stabilité financière mondiale et à la coopération monétaire ».

internationale et en servant avec efficacité l'ensemble des pays membres au moment critique que nous vivons actuellement.

Un ralentissement mondial

Selon le CMFI, depuis sa dernière réunion d'octobre 2007, la stabilité financière mondiale s'est accentuée, la croissance économique mondiale a ralenti et ses perspectives pour 2008-2009 se sont dégradées. Les membres du Comité sont convenus que «les décideurs doivent continuer à s'efforcer de surmonter la crise financière et de soutenir l'activité tout en veillant à ce que l'inflation reste maîtrisée. S'il est vrai que chaque pays se trouve dans une situation particulière, il n'en reste pas moins qu'une action cohérente doit être menée en tenant dûment compte des interactions entre pays». En ce qui concerne les marchés émergents et les pays en développement, le CMFI note que jusqu'à présent ils ont «continué à enregistrer une croissance économique vigoureuse et à faire preuve de résilience face à la crise financière en cours, bien que leurs perspectives de croissance se soient modérées et que les risques d'inflation aient augmenté».

À cet égard, les pays en développement du Groupe des 24 ont demandé que les pays riches prennent des mesures «décisives» pour les mettre à l'abri des turbulences financières et ont invité le FMI à améliorer «d'urgence» sa surveillance des pays avancés.

Le 9 avril, le FMI a publié sa dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale*, qui prédit maintenant une croissance mondiale de 3,7 % en 2008, contre 4,9 % en 2007, et de 3,8 %, soit une très faible amélioration, en 2009. De plus, la probabilité est de 25 % que la croissance soit de 3 % ou moins en 2008 et 2009. L'économiste en chef du FMI, Simon Johnson, a déclaré à la presse que, globalement, les risques étaient orientés à la baisse, le principal risque venant de la possibilité d'une aggravation des tensions financières. Les autres risques découlent de la persistance des craintes inflationnistes, surtout à cause de la hausse des prix des matières premières, de l'existence d'excédents courants très prononcés et du «déséquilibre de la structure des mouvements de change dans le monde».

Incriminant à la fois la dégradation de la situation sur les marchés financiers et la correction en cours du marché immobilier américain, le FMI prédit que les États-Unis connaîtront une «récession modérée» en 2008, dont ils commenceront à peine à émerger en 2009. Il a fortement revu à la baisse ses prévisions de croissance pour les États-Unis en 2008 puisqu'il prévoit aujourd'hui une croissance de 0,5 %, soit un point de moins qu'en janvier 2008, contre 2,2 % en 2007. Les prévisions pour 2009 ne sont que de 0,6 %.

En ce qui concerne les taux de change, les pays industriels du Groupe des Sept notent que, «depuis notre dernière réunion, il y a eu par moments de brusques fluctuations des principales devises et nous sommes préoccupés par leurs possibles implications sur la stabilité économique et financière. Nous continuons à surveiller étroitement le marché des changes et coopérons de manière appropriée». Invité à commenter cette déclaration,

M. Strauss-Kahn a indiqué que le FMI partageait cette préoccupation. Il a noté que les pays étaient loin de remédier aux déséquilibres mondiaux des comptes courants et il a averti que «de nouveaux déséquilibres sont peut-être apparus» à la faveur des récentes turbulences financières.

Précarité des marchés financiers

Le CMFI a salué «les mesures prises par les banques centrales des pays avancés pour fournir des liquidités afin de relâcher les tensions sur les marchés interbancaires» et il «prône une vigilance continue pour faire face aux turbulences financières». Mais il en appelle aussi au secteur privé en notant que, «si les grandes institutions financières continuent d’agir rapidement pour déclarer leurs pertes et réparer leurs bilans en levant des capitaux lorsque c’est nécessaire et en mobilisant des financements à moyen terme, elles contribueront à rétablir la confiance».

Des travaux sont engagés dans plusieurs enceintes pour tirer les leçons des turbulences financières afin de renforcer la stabilité du système financier mondial et consolider les cadres de contrôle et de réglementation. À cet égard, le CMFI salue les travaux du FMI, notamment le rapport sur la stabilité financière dans le monde, selon lequel la propagation et l’aggravation des retombées de la crise des prêts immobiliers à risque aux États-Unis pourraient avoir de profondes conséquences pour le système financier et sur le plan macroéconomique — les pertes mondiales pourraient alors être de l’ordre de 945 milliards de dollars.

Le CMFI a aussi invité instamment le FMI à poursuivre sa collaboration étroite avec le Forum de stabilité financière (FSS), la Banque des règlements internationaux, les organismes de normalisation et les autorités nationales. À cet égard, il a demandé que les recommandations faites par le FSS, qui préconisent essentiellement une surveillance plus attentive du capital et de la liquidité des institutions financières, soient mises en œuvre dans les meilleurs délais. Enfin, il a souligné l’importance du renforcement du rôle de surveillance financière du FMI, notamment dans le cadre du Programme d’évaluation du secteur financier, et de sa capacité à identifier les risques à l’avenir.

Poussée des prix alimentaires

Le cours du baril de pétrole dépassant toujours les 100 dollars, tandis que les prix alimentaires ont fait un bond de 48 % depuis 2006, les inquiétudes suscitées par la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques ont resurgi avec insistance durant le week-end. Cette situation profite aux producteurs et exportateurs de produits de base au point que certains d’entre eux ont enregistré des gains exceptionnels. En revanche, le pouvoir d’achat des importateurs et des consommateurs de ce type de produits — notamment dans les régions les plus pauvres — se ressent du renchérissement des produits de base, ce qui a déclenché des manifestations en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes contre la hausse du coût de l’alimentation.

C'est pourquoi le Président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a exhorté les gouvernements à prendre rapidement des mesures pour aider les populations qui souffrent de la faim en apportant une aide d'urgence au Programme alimentaire mondial des Nations Unies, qui doit combler un déficit de financement de 500 millions de dollars d'ici au 1^{er} mai. M. Zoellick, en outre, s'est efforcé d'obtenir le soutien de la communauté internationale en faveur d'une «nouvelle donne» en matière de politique alimentaire mondiale, afin de lutter contre la faim et la malnutrition. Il a obtenu ce soutien lors de la réunion du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale qui a eu lieu le 13 avril.

Lors d'un point de presse organisé après la réunion, le Président de la Banque mondiale a affirmé que 100 millions de personnes pourraient sombrer encore davantage dans la pauvreté si aucune mesure n'est prise. « Nous ne pouvons attendre. Nos paroles doivent être suivies d'engagements financiers — maintenant —, de sorte que nous puissions nourrir les affamés. C'est aussi grave que ça», a déclaré M. Zoellick

M. Strauss-Kahn avait lancé un avertissement similaire la veille. «Si les prix alimentaires continuent d'augmenter à ce rythme, les conséquences seront terribles sur la population d'un grand nombre de pays, notamment en Afrique, mais pas seulement en Afrique», a-t-il averti. Selon lui, en outre, «des perturbations pourraient se produire dans l'environnement économique, les balances commerciales et les comptes courants : en fin de compte, la plupart des gouvernements, après avoir obtenu de bons résultats durant les cinq ou dix dernières années, verront leurs réalisations complètement détruites et leur légitimité anéantie aux yeux de leur population». À l'issue de la réunion du Comité du développement, M. Strauss-Kahn a souligné que la crise des prix alimentaires constituait «une source de vive préoccupation pour le FMI». «Nous allons consacrer beaucoup de ressources — en temps, en compétences et en moyens financiers — à cette question dans les semaines à venir», a-t-il dit. Le Directeur général a précisé que ces efforts comprendraient un réexamen de la palette d'instruments financiers dont le FMI dispose pour traiter ce type de crise.

Dans leur dernier *Rapport de suivi mondial*, le FMI et la Banque mondiale avertissent que la plupart des pays concernés ne seront pas en mesure d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement convenus par les Nations Unies. Une grande partie du monde devrait pouvoir réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015, mais les perspectives sont plus sombres pour ce qui est de la réduction de la mortalité infantile ou maternelle, et il est probable que les progrès accomplis sur d'autres fronts (scolarisation primaire, nutrition, accès à de meilleurs systèmes d'assainissement) resteront très en-deçà des objectifs.

Feu-vert pour la réforme du FMI

Le week-end a été marqué également par le solide soutien qu'économies avancées, marchés émergents et pays à faible revenu ont apporté à l'ensemble de réformes présenté par le FMI.

Le CMFI a déclaré qu'il se félicitait de l'accord conclu au Conseil d'administration sur l'ensemble de réformes des quotes-parts et de la représentation, «qui apporte une contribution importante au renforcement de la crédibilité et de la légitimité du FMI». Il a ajouté qu'il espérait que le Conseil des gouverneurs approuve les réformes des quotes-parts et de la représentation d'ici au 28 avril 2008, et que les pays membres acceptent le projet d'amendement des statuts du FMI dans les meilleurs délais afin que la réforme des quotes-parts et de la représentation puisse prendre effet.

Le CMFI a aussi avalisé l'accord conclu au Conseil d'administration sur un nouveau modèle de financement et une nouvelle enveloppe budgétaire à moyen terme, «qui aideront à donner au FMI une assise financière viable ». Il a aussi recommandé vivement au Conseil des gouverneurs d'apporter un soutien sans réserve au nouveau modèle de financement en approuvant le projet d'amendement des statuts du FMI d'ici au 5 mai 2008, et a appelé tous les pays membres à s'efforcer de mener à bien dans les meilleurs délais le processus législatif nécessaire pour que le nouveau modèle entre en vigueur, y compris la création d'un fonds alimenté par les profits d'une vente d'or strictement limitée dans le cadre de l'accord des banques centrales.

Les États-Unis ont un rôle clé à jouer dans les ventes d'or et le Secrétaire au Trésor, M. Henry Paulson, a informé le CMFI que les autorités américaines s'engageaient à demander au Congrès d'autoriser une vente limitée de l'or du FMI pour financer le fonds qui sera créé.

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey